

|  |
| --- |
| **AVERTISSEMENT sur l'utilisation des modèles de lettres**  Nous vous rappelons que le site Dicotravail.com ne donne aucun conseil personnalisé. Les modèles de lettres ne constituent pas une consultation juridique ni une rédaction réalisée en fonction de votre cas personnel.  Ce qui implique qu’avant toute démarche pouvant avoir des conséquences, nous vous conseillons de recourir au conseil d'un avocat, le site Dicotravail.com ne saurait en aucun cas s’y substituer.  Il en résulte que la responsabilité de l'auteur ne saurait être recherchée du fait de l'utilisation des modèles de lettres. |

|  |
| --- |
| **Lettre de contestation des motifs réels et sérieux de votre licenciement** |

Prénom – Nom  
Adresse  
Code Postal – Ville

Nom de la Société  
Adresse  
Code postal – Ville

Lettre recommandée avec accusé de réception

Contestation des motifs réels et sérieux de mon licenciement

Lieu, Date,

Madame, Monsieur,

Vous m’avez notifié mon licenciement pour motif < disciplinaire *ou* non disciplinaire *ou* économique > le < date >.

Je conteste formellement les motifs que vous invoquez dans la lettre de licenciement.

*Expliquez le plus précisément possible pourquoi vous n’êtes pas d’accord avec les motifs invoqués par votre employeur. Vous pouvez citer des exemples de jurisprudence allant dans votre sens.*

En effet, les articles L. 1232-1 et L. 1233-2 du code du travail exigent une cause réelle et sérieuse au licenciement, or au vu des éléments que je vous ai exposé ci-dessus mon licenciement est incontestablement dépourvu de cause réelle et sérieuse.

*Choix possibles :* Aussi je vous demande de me réintégrer à mon poste de travail dans les plus brefs délais avec maintien de mon salaire.

*Ou* Aussi je vous demande de bien vouloir me verser une indemnité transactionnelle au titre de l’absence de cause réelle et sérieuse à mon licenciement d’un montant de < montant > €.

*Ou* Avant d’entamer une action devant le Conseil des Prud’hommes, je vous propose de nous rencontrer, afin de discuter d’une éventuelle transaction qui tiendrait compte de nos intérêts communs.

Si vous ne répondez pas favorablement à ma demande je me verrai dans l’obligation de saisir le Conseil des Prud’hommes afin de demander < ma réintégration à mon poste de travail ou une indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse > comme me le permettent les articles L. 1235-3 et  L. 1235-5 du code du travail.

Dans l’attente de votre réponse, je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes sentiments distingués.

Signature